

Circulaire n°2006-065 du 5 avril 2006

(Éducation nationale, Enseignements supérieurs et Recherche : bureau DPEA1)

Texte adressé aux rectrices et recteurs d'académie, aux vice-recteurs des collectivités d'outre-mer, aux inspectrices et inspecteurs d'académie, directrices et directeurs des services départementaux de l'éducation nationale et aux chefs d'établissement du second degré.

Assistants pédagogiques.

NOR : MENP0600930C

Cette circulaire *se substitue* à la circulaire n°2005-147 du 23 septembre 2005.

Afin d'en renforcer l'accompagnement des élèves en difficulté scolaire, des assistants pédagogiques sont recrutés pour exercer au sein d'établissements sensibles situés dans des zones difficiles, notamment le réseau "ambition réussite" regroupant des collèges et les écoles qui leur sont associées. Ces personnes, les relèvent du statut des assistants d'éducation, lequela été adapté à cette fin par le décret n°2005-1194 du 22 septembre 2005, modifiant le décret n°2003-484 du 6 juin 2003. Les assistants pédagogiques assurent ainsi leurs fonctions au sein des lycées, collèges et écoles où se concentrent les difficultés sociales et scolaires. La présente circulaire précise les spécificités de leur situation. Il conviendra par ailleurs de se porter aux instructions générales relatives aux assistants d'éducation et en particulier à la circulaire n°2003-092 du 11 juin 2003.

I-Missions

Les assistants pédagogiques assurent exclusivement des fonctions d'appui aux personnels enseignants pour les soutenir et l'accompagnement pédagogique au sein des établissements publics d'enseignement du second degré et des écoles (cf. art. 1^{er} du décret n°2003-484 du 6 juin 2003 modifié par le décret n°2005-1194 du 22 septembre 2005). Ainsi, la mission des assistants pédagogiques ne peut se substituer à la mission d'enseignement.

Ces fonctions consistent en un soutien aux élèves : accompagnement de la scolarité, soutien scolaire, aide méthodologique et transversale, aide au travail personnel. Elles s'exercent de manière individualisée ou en groupe restreint. Les modalités d'interventions sont arrêtées par le chef d'établissement, sur proposition du conseil pédagogique ou du conseil de classe, ou par l'EN sur proposition du conseil des maîtres.

Au lycée, les élèves des classes de première et terminale où interviennent les assistants pédagogiques doivent solliciter cette aide qui a pour objectif essentiel de leur permettre de préparer les examens dans les meilleures conditions.

Au sein du réseau "ambition réussite", les profils à recruter et l'organisation des services sont définis au sein du comité exécutif du réseau, en collaboration avec l'IPR chargé de l'éducation prioritaire et l'EN de circonscription. Leurs interventions doivent s'appuyer sur des projets coordonnés entre premier et second degré. Ils appartiennent aux inspecteurs d'académie d'y veiller, en liaison avec les équipes de direction concernées, notamment en s'assurant que cette mission de coordination est bien dévolue à une personne en particulier, du premier ou du second degré.

II-Recrutement

Compte tenu des missions particulières qui leur sont confiées (cf. art. 3 du décret n°2003-484 du 6 juin 2003 modifié par le décret relatif aux assistants pédagogiques), les assistants pédagogiques doivent être titulaires d'un diplôme sanctionnant deux années d'études après le baccalauréat ou d'un titre ou diplôme de niveau au moins égal.

Les assistants pédagogiques doivent être recrutés prioritairement parmi les étudiants préparant les concours d'accès aux corps de l'enseignement scolaire. Ils trouveront dans ces fonctions une expérience utile pour l'accomplissement de leur futur métier. Ce régime d'ériorité est prévu par l'article 3 du décret n°2003-484 du 6 juin 2003 modifié par le décret relatif aux assistants pédagogiques. Après examen des candidatures selon ce critère, les candidats présentant des aptitudes égales seront départagés conformément à la priorité légale prévue à l'article L916-1 du code de l'éducation qui prévoit une priorité au profit des étudiants boursiers.

Les fonctions de ces agents comportent des modalités spécifiques de service, précisées au III (conditions d'emploi) ci-dessous.

Enfin, conformément aux conditions générales de recrutement des assistants d'éducation, les établissements sont seuls compétents pour le recrutement des assistants pédagogiques. Les assistants pédagogiques exerçant leurs fonctions dans les écoles devront être recrutés selon les modalités définies au II.4.1 de la circulaire n°2003-092 du 11 juin 2003. À ce titre, les collèges "ambition réussite" recrutent l'ensemble des assistants pédagogiques qui interviennent dans les écoles de ce réseau.

Ceux-ci reçoivent, dès leur prise de fonction, une formation d'adaptation à l'emploi, organisée par les services académiques. Cette formation doit être centrée sur les enjeux pédagogiques des niveaux d'enseignement et des établissements où ils interviennent. Elle permet notamment d'aborder les contenus d'enseignement et les programmes concernés. Dans le scolarisation des élèves, elle intègre les éléments du projet de réussite des élèves propre à chaque réseau.

III-Conditions d'emploi

Le décret n° 2003-484 du 6 juin 2003 tel que modifié par le décret n° 2004-815 du 25 août 2000, relatif aux assistants pédagogiques fixes, règle les particularités du service des assistants pédagogiques.

Quotité des services

L'article 4 prévoit que les assistants pédagogiques sont recrutés pour un service correspondant au maximum à un mi-temps.

Obligations des services

La durée de référence du temps de travail des assistants pédagogiques est fixée, comme pour tous les assistants d'éducation, par l'article 1^{er} du décret n° 2000-815 du 25 août 2000, modifié par le décret n° 2004-1307 du 26 novembre 2004 qui porte cette durée à 1 607 heures.

L'article 2 précise que le travail au cours d'une année scolaire des assistants pédagogiques se répartit sur une période d'une durée maximale de trente-six semaines.

Un assistant pédagogique intervenant pendant toute l'année scolaire devrait être recruté par un contrat couvrant la totalité de cette année scolaire.

Au regard de leurs contraintes en matière de formation et notamment de préparation aux concours, les assistants pédagogiques ont vocation à bénéficier d'un crédit d'heures qui peut être attribué à tous les assistants d'éducation suivant une formation universitaire ou professionnelle. Ainsi, pour un service à mi-temps, l'assistant pédagogique peut bénéficier d'un crédit annuel de 100 heures.

Les missions des assistants pédagogiques peuvent impliquer un temps de préparation qui est inclus dans le temps de travail de l'agent : il appartient aux chefs d'établissement ou aux directeurs d'école de fixer le volume d'heures correspondant, dans la limite de ce nombre d'heures pour un mi-temps (article 2).

Exemple : Un assistant pédagogique accomplissant son service pendant les 36 semaines de l'année scolaire, et bénéficiant d'un crédit d'heures (lié à la formation universitaire ou professionnelle de l'agent) de 100 heures et d'un temps de préparation (pour les interventions devant élèves) de 75 heures exerce ses fonctions pour une durée de 17 h 15 par semaine.

L'emploi du temps des assistants pédagogiques est arrêté par le chef d'établissement ou par le directeur d'école en fonction des besoins du service et tenant compte des contraintes de l'agent pour la poursuite de ses études. Celui-ci doit disposer d'une autorisation d'absence, sans récupération, nécessaire pour présenter régulièrement à l'examen.

(BO n° 15 du 13 avril 2006.)